



Rétablir la vérité: Ce que vous devez savoir sur l'Ukraine

Par [Mike Whitney](#)

Mondialisation.ca, 07 février 2023

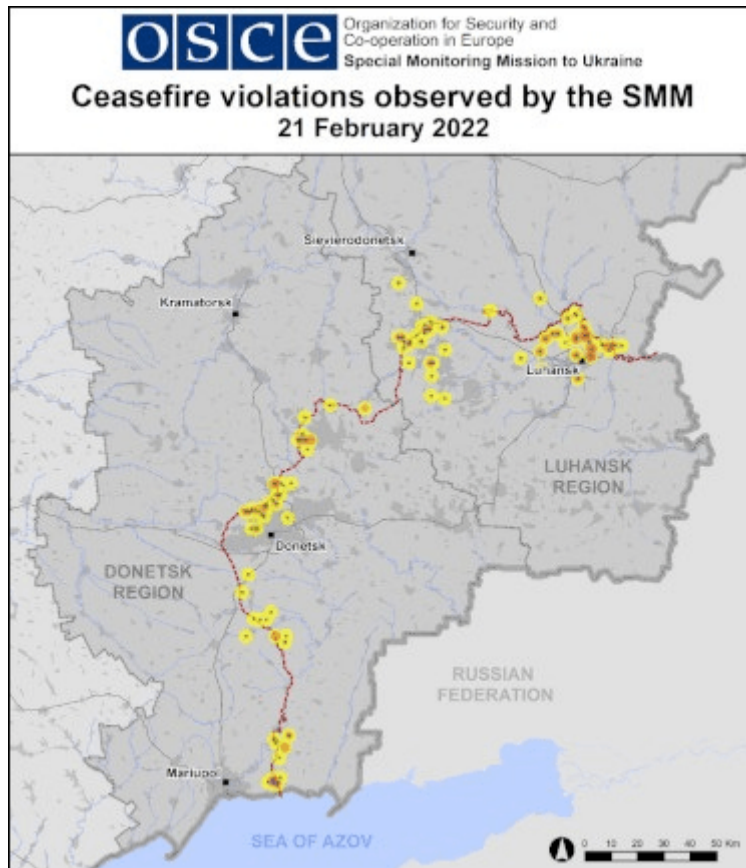
Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le 16 février 2022, une semaine entière avant que Poutine n'envoie des troupes de combat en Ukraine, l'armée ukrainienne a commencé à bombarder lourdement la zone (dans l'est de l'Ukraine) occupée principalement par des Ukrainiens russophones. Des représentants de la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se trouvaient dans les environs à ce moment-là et ont consigné les bombardements au fur et à mesure qu'ils avaient lieu. L'OSCE a découvert que les bombardements se sont intensifiés de manière spectaculaire au fil de la semaine jusqu'à atteindre un pic le 19 février, date à laquelle 2026 tirs d'artillerie ont été enregistrés. N'oubliez pas que l'armée ukrainienne bombardait en fait des zones civiles le long de la ligne de contact, occupées par d'autres Ukrainiens.

Nous tenons à souligner que les représentants de l'OSCE ont agi dans le cadre de leurs fonctions professionnelles en recueillant des preuves de première main des bombardements dans la région. Ce que leurs données montrent, c'est que les forces ukrainiennes bombardaient et tuaient leur propre peuple. Tout cela a été documenté et n'a pas été contesté.

Donc, la question que nous devons tous nous poser est la suivante : Le bombardement et le massacre de son propre peuple constituent-ils un « acte de guerre » ?



Carte de [Moon of Alabama](#)

Nous pensons que oui. Et si nous avons raison, alors nous devons logiquement supposer que la guerre a commencé avant l'invasion russe (qui a été lancée une semaine plus tard). Nous devons également supposer que la prétendue « agression non provoquée » de la Russie n'était pas du tout non provoquée, mais était la réponse humanitaire appropriée au meurtre délibéré de civils. Pour affirmer que l'invasion russe n'a pas été « provoquée », il faudrait dire que le fait de tirer plus de 4000 obus d'artillerie sur des villes et des quartiers où vivent des femmes et des enfants n'est pas une provocation ? Qui défendra ce point de vue ?

Personne, parce que c'est absurde. Le meurtre de civils dans le Donbass était une provocation claire, une provocation qui visait à pousser la Russie à la guerre. Et - comme nous l'avons dit plus tôt - l'OSCE avait des observateurs sur le terrain qui ont fourni une documentation complète sur le bombardement tel qu'il s'est produit, ce qui est aussi proche que possible d'un témoignage oculaire à toute épreuve.

Il s'agit, bien entendu, d'une rupture majeure avec le « récit officiel » qui identifie la Russie comme l'auteur des hostilités. Mais, comme nous l'avons montré, ce n'est tout simplement pas le cas. Le récit officiel est faux. Malgré cela, vous ne serez peut-être pas surpris d'apprendre que la plupart des grands médias ont complètement omis de couvrir les activités d'enquête de l'OSCE dans l'est de l'Ukraine. La seule exception est *Reuters* qui a publié un compte-rendu délibérément opaque le 18 février intitulé « *Des voix russes s'alarment de la forte augmentation des bombardements dans le Donbass* ». En voici un extrait :

« Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est alarmé vendredi d'une forte augmentation des bombardements dans l'est de l'Ukraine et a accusé la mission spéciale de surveillance de l'OSCE de passer sous silence ce qu'il considère comme des violations ukrainiennes du processus de paix. (...) »

Washington et ses alliés craignent que la recrudescence de la violence dans le Donbass ne fasse partie d'un prétexte russe pour envahir l'Ukraine. Les tensions sont déjà élevées en raison d'un renforcement militaire russe au nord, à l'est et au sud de l'Ukraine.

« Nous sommes très préoccupés par les rapports de ces derniers jours – hier et avant-hier, il y a eu une forte augmentation des tirs d'obus utilisant des armes interdites par les accords de Minsk », a déclaré Lavrov, en référence aux accords de paix visant à mettre fin au conflit. « Jusqu'à présent, nous constatons que la mission spéciale de surveillance fait de son mieux pour aplanir toutes les questions qui mettent en cause les forces armées ukrainiennes », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Vendredi, l'armée ukrainienne a nié avoir violé le processus de paix de Minsk et a accusé Moscou de mener une guerre de l'information pour dire que Kiev bombarde des civils, allégations qui, selon elle, sont des mensonges et visent à la provoquer ». (["Russia, Ukraine & the Law of War: Crime of Aggression"](#), Consortium News)

Remarquez la façon intelligente dont Reuters encadre sa couverture afin que les affirmations de l'armée ukrainienne bénéficient d'autant de crédibilité que celles du ministre russe des Affaires étrangères. Ce que Reuters omet de souligner, c'est que le rapport de l'OSCE vérifie la version des événements de Lavrov tout en réfutant les affirmations des Ukrainiens. C'est le travail d'un journaliste de faire la distinction entre les faits et la fiction, mais, une fois de plus, nous voyons comment les informations guidées par l'agenda ne sont pas destinées à informer mais à induire en erreur.

I would ask those politicians and pundits in Washington, DC who are agitating for pouring more weapons into Ukraine how the United States would react if Russia was arming Mexican drug cartels with weapons that were killing American citizens? You know the answer. The American public would be howling in rage and demand retaliation. If you think that Russians, whose history is written in the blood of centuries of invaders, do not care about the threat that NATO presents on its western border then you know nothing of Russia's tenacity in beating back such threats. These are very dangerous times.

([Larry C. Johnson](#), A Son of a New Revolution)

Ce que nous essayons de faire comprendre est simple : La guerre en Ukraine n'a pas été lancée par un dirigeant russe tyrannique (Poutine) désireux de reconstruire l'Empire soviétique. Ce récit est une fraude qui a été concoctée par les spécialistes de la communication des néoconservateurs qui tentent d'obtenir le soutien du public pour une guerre contre la Russie. Les faits que je présente ici peuvent être identifiés sur une carte où les explosions réelles ont eu lieu et ont été enregistrées par des fonctionnaires dont le travail consistait à remplir cette tâche. Voyez-vous la différence entre les deux ? Dans un cas, l'intrigue repose sur des spéculations, des conjectures et du jargon psychologique, tandis que dans l'autre, l'intrigue est liée à des événements réels qui se sont déroulés sur le terrain et ont été répertoriés par des professionnels qualifiés dans ce domaine. Dans quelle version des événements avez-vous le plus confiance ?

En résumé : La Russie n'a pas commencé la guerre en Ukraine. C'est un faux récit. La responsabilité incombe à l'armée ukrainienne et à ses dirigeants à Kiev.



Et voici un autre élément qui est généralement exclu de la couverture sélective des médias. Avant que Poutine n’envoie ses chars en Ukraine, il a invoqué l’article 51 des Nations unies, qui fournit une justification légale à une intervention militaire. Bien sûr, les États-Unis ont fait cela de nombreuses fois pour donner une feuille de vigne de légitimité à leurs nombreuses interventions militaires. Mais, dans ce cas, on peut voir comment la soi-disant responsabilité de protéger (R2P) pourrait être justifiée, après tout, selon la plupart des estimations, l’armée ukrainienne a tué plus de 14 000 Russes ethniques depuis le coup d’État soutenu par les États-Unis il y a 8 ans. S’il existe une situation dans laquelle une opération militaire défensive peut être justifiée, c’est bien celle-là. Mais cela n’explique toujours pas pourquoi Poutine a invoqué l’article 51 des Nations unies. Pour cela, nous nous tournons vers l’ancien inspecteur en désarmement Scott Ritter, qui l’a expliqué comme suit :

« Le président russe Vladimir Poutine, citant l’article 51 comme autorité, a ordonné ce qu’il a appelé une « opération militaire spéciale ». (...)

En vertu de l’article 51, il ne peut y avoir aucun doute quant à la légitimité de l’affirmation de la Russie selon laquelle la population russophone du Donbass a été soumise à un bombardement brutal pendant huit ans, qui a tué des milliers de personnes. (...) De plus, la Russie affirme avoir la preuve documentaire que l’armée ukrainienne se préparait à une incursion militaire massive dans le Donbass, qui a été devancée par « l’opération militaire spéciale » dirigée par la Russie. [Les chiffres de l’OSCE montrent une augmentation des bombardements gouvernementaux dans la région dans les jours précédant l’intervention de la Russie].

L’essentiel est que la Russie a présenté une demande recevable en vertu de la doctrine de l’autodéfense collective anticipée, conçue à l’origine par les États-Unis et l’OTAN, telle qu’elle s’applique à l’article 51, qui est fondé sur des faits et non sur la fiction.

Bien qu’il puisse être de bon ton pour les personnes, les organisations et les gouvernements occidentaux d’adhérer à la conclusion impulsive selon laquelle l’intervention militaire de la Russie constitue une violation gratuite de la Charte

des Nations Unies et, en tant que telle, une guerre d'agression illégale, la vérité dérangeante est que, parmi toutes les revendications faites concernant la légalité de la préemption en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations unies, la justification de la Russie pour envahir l'Ukraine repose sur une base juridique solide ».

Voici un peu plus de contexte tiré d'un article de l'analyste de politique étrangère Danial Kovalik :

« Il faut commencer cette discussion en acceptant le fait qu'il y avait déjà une guerre qui se déroulait en Ukraine pendant les huit années précédant l'incursion militaire russe de février 2022. Et cette guerre menée par le gouvernement de Kiev (...) a coûté la vie à environ 14 000 personnes, dont de nombreux enfants, et en a déplacé environ 1,5 million d'autres. (...) Le gouvernement de Kiev, et en particulier ses bataillons néonazis, ont mené des attaques contre ces peuples (...) précisément en raison de leur appartenance ethnique. (...) »

Si la Charte des Nations unies interdit les actes de guerre unilatéraux, elle prévoit également, à l'article 51, que « rien dans la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective... » Et ce droit de légitime défense a été interprété comme permettant aux pays de répondre, non seulement à des attaques armées réelles, mais aussi à la menace d'une attaque imminente.

À la lumière de ce qui précède, j'estime (...) que la Russie avait le droit d'agir dans le cadre de sa propre autodéfense en intervenant en Ukraine, qui était devenue un mandataire des États-Unis et de l'OTAN pour une attaque - non seulement contre les ethnies russes en Ukraine - mais aussi contre la Russie elle-même ». (["Why Russia's intervention in Ukraine is legal under international law", RT](#))

Les médias occidentaux ont-ils mentionné le fait que Poutine a invoqué l'article 51 de l'ONU avant de lancer l'opération militaire spéciale ?

Non, ils ne l'ont pas fait, car cela reviendrait à admettre que l'opération militaire de Poutine est conforme au droit international. Au lieu de cela, les médias continuent de diffuser la fiction selon laquelle « Hitler-Poutine essaie de reconstruire l'empire soviétique », une affirmation pour laquelle il n'existe pas la moindre preuve. N'oubliez pas que l'opération de Poutine n'implique pas le renversement d'un gouvernement étranger pour installer un larbin soutenu par Moscou, ni l'armement et l'entraînement d'une armée étrangère qui sera utilisée comme mandataire pour combattre un rival géopolitique, ni le bourrage d'un pays avec des armes de pointe pour atteindre ses propres objectifs stratégiques étroits, ni la perpétration d'actes terroristes de sabotage industriel (Nord Stream 2) pour empêcher l'intégration économique de l'Asie et de l'Europe. Non, Poutine ne s'est livré à aucune de ces activités. Mais Washington l'a certainement fait, car Washington n'est pas limité par le droit international. Aux yeux de Washington, le droit international n'est qu'un inconvénient dont on se moque dédaigneusement chaque fois qu'une action unilatérale est nécessaire. Mais Poutine est loin d'être aussi cavalier sur ces questions. En fait, il respecte depuis longtemps les règles parce qu'il estime que celles-ci contribuent à renforcer la sécurité de tous. Et, il a raison, c'est le cas.

Et c'est pourquoi il a invoqué l'article 51 avant d'envoyer des troupes pour aider les

habitants du Donbass. Il estimait avoir l'obligation morale de leur prêter assistance, mais il voulait que ses actions soient conformes au droit international. Nous pensons qu'il a atteint les deux objectifs.

Le planificateur impérial américain George Kennan, architecte de la première guerre froide, a écrit en 1948 :

« Nous possédons environ 50% des richesses du monde mais seulement 6,3% de sa population ». « Notre véritable tâche » est de « maintenir cette position de disparité ». [@BenjaminNorton](#)

history.state.gov/historicaldocuments/frus1948v01p2/d4

Furthermore, we have about 50% of the world's wealth but only 6.3% of its population. This disparity is particularly great as between ourselves and the peoples of Asia. In this situation, we cannot fail to be the object of envy and resentment. Our real task in the coming period is to devise a pattern of relationships which will permit us to maintain this position of disparity without positive detriment to our national security. To do so, we will have to dispense with all sentimentality and day-dreaming; and our attention will have to be concentrated everywhere on our immediate national objectives. We need not deceive ourselves that we can afford today the luxury of altruism and world-benefaction.

Voici quelque chose d'autre que vous ne verrez jamais dans les médias occidentaux. Vous ne verrez jamais le texte réel des exigences de Poutine en matière de sécurité, qui ont été formulées deux mois avant que la guerre n'éclate. Et la raison pour laquelle vous ne les verrez pas, c'est que ses demandes étaient légitimes, raisonnables et nécessaires. Tout ce que Poutine voulait, c'était l'assurance que l'OTAN ne prévoyait pas d'installer ses bases, ses armées et ses sites de missiles à la frontière russe. En d'autres termes, il a fait ce que tous les dirigeants responsables font pour défendre la sécurité de leur propre peuple.

Voici quelques extraits critiques du texte de la proposition de Poutine aux États-Unis et à l'OTAN :

Article 1

Les parties coopèrent sur la base des principes de sécurité indivisible, égale et non diminuée et à ces fins :

n'entreprennent pas d'actions, ne participent pas à des activités ou ne soutiennent pas des activités qui affectent la sécurité de l'autre partie ;

ne mettent pas en œuvre les mesures de sécurité adoptées par chaque partie, individuellement ou dans le cadre d'une organisation internationale, d'une alliance ou d'une coalition militaire, qui pourraient porter atteinte aux intérêts fondamentaux de sécurité de l'autre partie.

Article 3

Les Parties n'utilisent pas le territoire d'autres États en vue de préparer ou de mener une attaque armée contre l'autre Partie ou d'autres actions portant atteinte aux intérêts fondamentaux de sécurité de l'autre Partie.

Article 4

Les États-Unis d'Amérique s'engagent à empêcher toute nouvelle expansion vers l'Est de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à refuser l'adhésion à l'Alliance aux États de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les États-Unis d'Amérique n'établiront pas de bases militaires sur le territoire des États de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques qui ne sont pas membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, n'utiliseront pas leur infrastructure pour des activités militaires quelconques et ne développeront pas de coopération militaire bilatérale avec eux.

Article 5

Les Parties s'abstiendront de déployer leurs forces armées et leurs armements, y compris dans le cadre d'organisations internationales, d'alliances ou de coalitions militaires, dans les zones où ce déploiement pourrait être perçu par l'autre Partie comme une menace pour sa sécurité nationale, à l'exception d'un tel déploiement sur le territoire national des Parties.

Les Parties s'abstiendront de faire voler des bombardiers lourds équipés d'armements nucléaires ou non nucléaires ou de déployer des navires de guerre de surface de quelque type que ce soit, y compris dans le cadre d'organisations internationales, d'alliances ou de coalitions militaires, dans les zones situées respectivement en dehors de l'espace aérien national et des eaux territoriales nationales, d'où ils peuvent attaquer des cibles sur le territoire de l'autre Partie.

Les parties maintiendront le dialogue et coopéreront pour améliorer les mécanismes visant à prévenir les activités militaires dangereuses en haute mer et au-dessus de celle-ci, notamment en convenant de la distance d'approche maximale entre les navires de guerre et les aéronefs.

Article 6

Les Parties s'engageront à ne pas déployer de missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée lancés depuis le sol en dehors de leurs territoires nationaux, ainsi que dans les zones de leurs territoires nationaux, à partir desquelles ces armes peuvent attaquer des cibles sur le territoire national de l'autre Partie.

Article 7

Les Parties s'abstiendront de déployer des armes nucléaires en dehors de leurs territoires nationaux et ramèneront sur leurs territoires nationaux les armes déjà déployées en dehors de leurs territoires nationaux au moment de l'entrée en vigueur du Traité. Les Parties élimineront toute infrastructure existante pour le déploiement d'armes nucléaires en dehors de leurs territoires nationaux.

Les Parties ne formeront pas le personnel militaire et civil des pays non nucléaires à l'utilisation des armes nucléaires. Les Parties ne conduiront pas d'exercices ou d'entraînements pour les forces d'usage général, qui incluent des scénarios impliquant l'utilisation d'armes nucléaires.

(["TO MAKE SENSE OF WAR"](#) [[« DONNER UN SENS À LA GUERRE »](#)], ISRAEL SHAMIR, UNZ REVIEW)

Il ne faut pas être un génie pour comprendre ce qui inquiétait Poutine. Il s'inquiétait de l'expansion de l'OTAN et, en particulier, de l'émergence d'une alliance militaire hostile soutenue par des nazis formés par Washington et occupant un territoire sur son flanc ouest. Était-ce déraisonnable de sa part ? Aurait-il dû accepter ces russophobes soutenus par les États-Unis et leur permettre de placer leurs missiles à sa frontière ? Cela aurait-il été la chose la plus prudente à faire ?

Alors, que pouvons-nous déduire de la liste des exigences de Poutine ?

Premièrement, nous pouvons déduire qu'il n'essaie pas de reconstruire l'empire soviétique comme insiste inlassablement les médias. La liste se concentre exclusivement sur des demandes liées à la sécurité, rien d'autre.

Deuxièmement, cela prouve que la guerre aurait pu être facilement évitée si Zelensky avait simplement maintenu le statu quo et annoncé officiellement que l'Ukraine resterait neutre. En fait, Zelensky a accepté la neutralité lors de négociations avec Moscou en mars, mais Washington a empêché le président ukrainien d'aller jusqu'au bout de l'accord, ce qui signifie que l'administration Biden est largement responsable du conflit actuel. (RT a publié aujourd'hui [un article](#) indiquant clairement qu'un accord avait été conclu entre la Russie et l'Ukraine en mars, mais que cet accord avait été intentionnellement sabordé par les États-Unis et le Royaume-Uni. Washington voulait une guerre).

Troisièmement, cela montre que Poutine est un dirigeant raisonnable dont les exigences auraient dû être acceptées avec empressement. Était-il déraisonnable pour Poutine de demander que « les parties s'abstiennent de déployer leurs forces armées et... leurs alliances militaires... dans les zones où ce déploiement pourrait être perçu par l'autre partie comme une menace pour sa sécurité nationale » ? Était-il déraisonnable pour lui de demander que « les Parties éliminent toute infrastructure existante pour le déploiement d'armes nucléaires en dehors de leurs territoires nationaux » ?

Où sont exactement les « demandes déraisonnables » que Poutine a prétendument formulées ?

Il n'y en a pas. Poutine n'a fait aucune demande que les États-Unis n'auraient pas faite si « la chaussure était à l'autre pied ».

Quatrièmement, cela prouve que la guerre n'est pas une lutte pour la libération de l'Ukraine ou la démocratie. C'est de la foutaise. C'est une guerre qui vise à « affaiblir » la Russie et, à terme, à écarter Poutine du pouvoir. Ce sont les objectifs primordiaux. Cela signifie que les soldats ukrainiens ne meurent pas pour leur pays, mais pour le rêve élitiste d'étendre l'OTAN, d'écraser la Russie, d'encercler la Chine et d'étendre l'hégémonie des États-Unis pour un autre siècle. L'Ukraine n'est que le champ de bataille sur lequel se déroule la lutte des grandes puissances.

Il y a plusieurs questions auxquelles nous essayons de répondre dans cet article :

1. Qui a commencé la guerre ?

Réponse : l'Ukraine a commencé la guerre.

2. L'invasion russe était-elle une violation du droit international ?

Réponse : non, l'invasion russe devrait être approuvée en vertu de l'article 51 des Nations unies.

3. La guerre aurait-elle pu être évitée si l'Ukraine avait déclaré sa neutralité et avait répondu aux demandes raisonnables de Poutine ?

Réponse : oui, la guerre aurait pu être évitée.

4. Le dernier aspect concerne le traité de Minsk et la manière dont la malhonnêteté des dirigeants occidentaux va affecter le règlement final en Ukraine. Je suis convaincu que ni Washington ni les alliés de l'OTAN n'ont la moindre idée de la gravité des relations internationales qui ont été décimées par la trahison de Minsk. Dans un monde où les accords juridiquement contraignants peuvent être facilement écartés au nom de l'opportunisme politique, la seule façon de régler les différends est la force brute. **Quelqu'un en Allemagne, en France ou à Washington a-t-il pensé à cela avant d'agir ?** (Mais d'abord, un peu de contexte sur Minsk).



L'objectif de l'accord de Minsk était de mettre fin aux combats entre l'armée ukrainienne et les Russes ethniques dans la région du Donbass en Ukraine. Il incombait aux quatre participants au traité – l'Allemagne, la France, la Russie et l'Ukraine – de veiller à ce que les deux parties respectent les termes de l'accord. Mais en décembre, l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel a déclaré, dans une interview accordée à un magazine allemand, qu'il n'a jamais été question d'appliquer l'accord, mais plutôt d'utiliser ce temps pour rendre l'Ukraine plus forte afin de se préparer à une guerre contre la Russie. Donc, clairement, dès le début, les États-Unis avaient l'intention de provoquer une guerre contre la Russie. Le 5 septembre 2014, l'Allemagne, la France, l'Ukraine et la Russie ont tous signé Minsk, mais le traité a échoué et les combats ont repris. **Le 12 février 2015, Minsk 2 a été signé, mais il a également échoué.** Regardez ce court segment sur YouTube par Amit Sengupta qui donne un bref aperçu de Minsk et de ses implications : (J'ai transcrit le morceau moi-même et toutes les erreurs sont les miennes.)

(11:40 minute) « En 2015, l'Allemagne et la France étaient censées jouer un rôle neutre. Elles étaient censées faire en sorte que l'Ukraine et la Russie suivent les règles. Mais elles ne l'ont pas fait, et la raison pour laquelle elles ne l'ont pas fait est ce qu'Angela Merkel a révélé dans son interview du 7 décembre. Angela Merkel a déclaré : « L'accord de Minsk de 2014 était une tentative de donner du temps à l'Ukraine. Il a également donné du temps pour devenir plus fort, comme on peut le voir aujourd'hui. L'Ukraine de 2014 et 2015 n'est pas l'Ukraine moderne ». En gros, les trois partenaires de l'accord de Minsk ont menti et trahi la Russie. Même Poutine a déclaré : « Un jour, la Russie devra conclure un accord avec l'Ukraine, mais l'Allemagne et la France ont trahi la Russie, et maintenant ils aident l'Ukraine avec des armes »... C'est une honte que les dirigeants politiques occidentaux s'engagent dans des négociations qu'ils n'ont pas l'intention d'honorer ou d'appliquer... (Le président ukrainien Petro Porochenko a admis la même chose que Merkel et Hollande). (...) Maintenant, même Poutine a reconnu que c'était une erreur d'accepter les accords de Minsk. Il a même déclaré que le problème du Donbass aurait dû être résolu par la force des armes à l'époque. (2015) La Russie a attendu 8 ans pour reconnaître l'indépendance du Donbass, puis a lancé une attaque de grande envergure cette année. Mais à l'époque, Poutine avait l'impression que les accords de Minsk – garantis par l'Allemagne et la France et approuvés à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, y compris les États-Unis – résoudraient la crise et donneraient au Donbass son autonomie tout en restant partie intégrante de l'Ukraine. L'Allemagne et la France étaient censées veiller à l'application des accords de Minsk de 2015 à 2022. L'Occident collectif a toujours su que la guerre était la seule solution. Ils n'ont jamais voulu la paix, ils ont simplement joué le jeu au nom de l'accord de Minsk. Vous voyez donc qu'il s'agit d'une « victoire » diplomatique pour l'Ouest. (...)

La France et l'Allemagne ont apaisé la Russie avec l'accord de Minsk et ont donné de faux espoirs d'un règlement pacifique. Mais, en réalité, elles ont permis à l'Ukraine de gagner du temps pour construire son armée. Il n'y a jamais eu de solution diplomatique ; l'Occident collectif – qui comprend les États-Unis, l'OTAN, l'Union européenne et le G7 – a trompé la Russie en lui faisant croire qu'il existait une solution diplomatique au conflit du Donbass (mais) au contraire, il préparait l'Ukraine à une véritable guerre contre la Russie. Donc, d'une manière ou d'une autre, cette guerre était destinée à se produire. Il n'y a jamais eu de solution diplomatique. (...) C'est ce qu'Angela Merkel a voulu faire comprendre : « La guerre froide n'a jamais pris fin ». Elle était la chancelière allemande lorsque le coup d'État a eu lieu en Ukraine en 2014 et que les accords de Minsk ont été signés. C'est pourquoi sa contribution à ce jeu de dupes, avec l'Allemagne, la France, l'Ukraine et les États-Unis, a conduit à cette guerre. Et elle le sait très bien. Mais, de toute façon, cela ne va pas bien se terminer pour l'Allemagne ou la France dont les économies ont été

durement touchées. L'Ukraine a été complètement détruite. Elle est devenue l'Afghanistan de l'Europe. Ce sont les dirigeants politiques occidentaux qui sont coupables du meurtre de l'Ukraine. Comme c'est le cas depuis 2014, le gouvernement ukrainien lance des attaques militaires vicieuses contre les civils ukrainiens russophones dans la région du Donbass. Des milliers de civils russophones ont été tués. La Russie aurait dû reprendre ce territoire en 2014 en même temps que la Crimée. Mais, ensuite, la Russie est tombée dans le piège de l'accord de Minsk des pays occidentaux. (...) Ce n'est pas la Russie qui a commencé cette guerre, ce sont les États-Unis qui ont commencé cette guerre. L'Ukraine n'est qu'un pion soutenu par les États-Unis et les autres gouvernements européens. Et, c'est dommage que le gouvernement ukrainien serve les intérêts des États-Unis et non ceux du peuple ukrainien ».

(["Angela Merkel's revelation about Minsk Agreements | Russia Ukraine war"](#), Amit Sengupta, You Tube)

On ne saurait trop insister sur l'importance de la trahison de Minsk ou sur l'impact qu'elle aura sur le règlement final en Ukraine. Lorsque la confiance est perdue, les nations ne peuvent assurer leur sécurité que par la force brute. Cela signifie que la Russie doit étendre son périmètre aussi loin que nécessaire pour s'assurer qu'elle restera hors de portée de tir de l'ennemi. (Poutine, Lavrov et Medvedev ont déjà indiqué qu'ils avaient l'intention de faire exactement cela). Par ailleurs, le nouveau périmètre doit être fortifié en permanence par des troupes de combat et des armes létales maintenues en état d'alerte maximale. Lorsque les traités deviennent des véhicules pour l'opportunisme politique, les nations doivent accepter un état de guerre permanent.

C'est le monde que Merkel, Hollande, Porochenko et les États-Unis ont créé en choisissant d'utiliser « la pierre angulaire des relations internationales » (les traités) pour promouvoir leurs propres objectifs bellicistes.

Nous nous demandons simplement si quelqu'un à Washington se rend compte de ce qu'ils ont fait ?

Mike Whitney

Article original en anglais :



[Setting the Record Straight; Stuff You Should Know About Ukraine](#)

Article en anglais publié initialement sur le site [The Unz Review](#)

Traduction : [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Mike Whitney](#), Mondialisation.ca, 2023

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca